

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 2

Artikel: Le Yémen à l'heure du choix?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343404>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Yémen à l'heure du choix?

I. INTRODUCTION

Dans une étude précédente¹, nous tentions de dégager la « philosophie » de ce conflit « limité » qui se poursuit depuis des années au Yémen. Nous constatons alors la portée géopolitique d'une guerre dans laquelle s'affrontaient — directement ou indirectement — non seulement l'Est et l'Ouest, mais aussi la féodalité arabe traditionnelle — à vrai dire en voie d'adaptation au monde moderne — et le « socialisme » nassérien, cette autre interprétation d'un Moyen-Orient progressiste.

Le camp royaliste nous apparaissait alors comme le magnifique lieu de rencontre d'un souverain issu du pouvoir absolu, mais « despote éclairé », et d'une jeunesse ardente d'avant-garde, dirigée par des princes libéraux de son âge, chez qui la noblesse des origines s'allie à celle du cœur.

L'élan de ce mouvement, exacerbé par l'épreuve, a d'abord réussi à contenir l'entreprise nassérienne — aidée par les Soviets et la Chine — et à rallier autour de la personne de l'imam Badr la plus grande partie du territoire national.

Depuis, l'accord intervenu entre Nasser et Fayçal a reçu un commencement d'exécution et les troupes égyptiennes ont quitté Sanaa. Une commission tripartite, composée de M. Mohammed Ahmed Mahgoub, premier ministre soudanais, des ministres des Affaires étrangères de l'Irak et du Maroc, est entrée en fonctions. Elle doit assurer l'exécution des mesures convenues en août dernier entre le raïs et le souverain de l'Arabie séoudite, en vue d'un règlement de conflit.

Le putsch de novembre dernier et l'éviction du maréchal Sallal ont apporté un élément nouveau en la matière. Mais

¹ « La guerre du Yémen, cet autre conflit limité » (Revue militaire suisse de novembre 1967).

quelle est la signification exacte du coup d'Etat et que représentent actuellement les forces en présence?

II. LE PUTSCH DU 4 NOVEMBRE: PRÉLUDE A LA VICTOIRE ROYALISTE OU SIMPLE SAUVETAGE DU RÉGIME RÉPUBLICAIN?

Il est difficile, à travers des renseignements souvent contradictoires, de se faire une idée précise de la nature et de la portée du coup d'Etat intervenu à Sanaa. Il est significatif qu'il se soit produit alors que le président Sallal se trouvait au Caire, avec l'intention d'aller signer à Moscou un pacte de défense avec l'Union soviétique.

Il est non moins surprenant que le cadi El Iriani se soit alors trouvé de retour à Sanaa, après un long exil au Caire, et investi, par le maréchal lui-même, de l'intérim du pouvoir pendant l'absence du président.

Toujours est-il que le putsch semble avoir résulté de la coopération de l'armée et des républicains modérés. L'opinion mondiale a appris alors, avec surprise, la constitution d'un « Conseil présidentiel » tripartite, composé des personnalités suivantes:

- le Cadi Abdel — Rahlane El Iriani,
- Mohammed Ahmed Noeman,
- Mohammed Ali Noeman.

Quant au pouvoir présidentiel il est exercé par rotation entre les trois membres du conseil, le Cadi El Iriani étant le premier titulaire de la fonction.

Au-dessous de ce conseil un gouvernement, dirigé par Mohsen El Aini, a reçu la mission d'appliquer un programme qui peut se résumer en trois points:

1. Respect des principes de la Révolution de 1962.
2. Opposition à la « réaction qui exploitait la Révolution de 1962 ».
3. Respect de tous les accords conclus.

Il est difficile d'interpréter ce programme. Mais les participants au putsch sont généralement présentés comme favorables à une entente avec les royalistes, sur la base d'un compromis conforme à l'esprit de l'accord Nasser-Fayçal.

Par ailleurs la Commission tripartite vient de lancer un appel pour l'arrêt des combats et la cessation de l'aide étrangère aux antagonistes du conflit. Les informations parvenues du Caire annoncent un accueil favorable de la part du colonel Nasser et du gouvernement républicain de Sanaa, aux propositions du Comité.

Ce dernier prépare un congrès qui, le 12 janvier, devait avoir lieu à Beyrouth pour envisager une assemblée chargée de régler le problème yéménite, par une réconciliation nationale définitive. Dans ce congrès siégeraient cinq représentants royalistes, cinq Républicains désignés par Sanaa et cinq délégués des Républicains opposés au gouvernement actuel. Quant à « l'assemblée de la réconciliation », elle serait tenue bien plus tard, au Yémen même. En attendant, il est impossible de dire si le putsch militaire n'est que le prélude de la victoire de l'Imam ou si les Républicains sincères caressent encore l'espoir de sauver leur révolution. Mais où en est la situation militaire?

III. AIDÉS PAR DES SOVIÉTIQUES, LES RÉPUBLICAINS TENTENT D'EMPÊCHER OU DE RETARDER L'ASSAUT DES TROUPES DE L'IMAM

En fin d'été, les royalistes s'approchaient de Sanaa. En novembre, des concentrations de leurs troupes étaient signalées autour de la capitale. Celle-ci est d'autant plus menacée que les forces égyptiennes se sont repliées sur Hodéida. A vrai dire, Nasser avait intérêt à exécuter fidèlement les obligations découlant pour lui de l'accord conclu, car ce dernier lui permettait du moins de sauver la face, alors que ses éléments étaient perdants devant les assauts des royalistes.

Dans les premiers jours de décembre on signalait l'infil-

tration, dans les faubourgs de Sanaa, de commandos royalistes armés de grenades. D'autres informations démentaient ce fait. Mais suivant un renseignement recueilli par l'A.F.P., le personnel de l'ambassade soviétique aurait quitté la capitale yéménite et se serait replié au Caire, selon certaines sources, à Hodéida, selon d'autres.

Simultanément, on signalait que les armées de l'Imam contrôlaient toutes les routes aboutissant à Sanaa, avec des barrages entre la capitale et Taez, d'une part, entre elle et Hodéida, de l'autre.

Selon une nouvelle diffusée par la radio républicaine, le commandant en chef, le général Hassan Amry, aurait déclaré qu'il estimait souhaitables des consultations entre républicains et royalistes.

Faut-il en conclure que l'offensive sur Sanaa est sur le point d'aboutir? Radio-Moscou annonçait, le 26 décembre, des « raids de subversion lancés par des groupes de mercenaires étrangers sur les régions contrôlées par les Républicains. » La capitale était alors sous les bombardements de l'artillerie royaliste.

C'est le 30 décembre que la Commission tripartite lançait son pressant appel. Son président déclarait qu'il convenait d'arrêter immédiatement les combats et de faire cesser toute aide étrangère, ainsi que toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures du Yémen.

Mais quelle était cette aide « étrangère »?

IV. LA MAIN DE L'ÉTRANGER?

Du côté républicain, 2000 Russes sont en service. Théoriquement « conseillers », ils participent aussi aux combats. En particulier, 24 pilotes de Mig sont intervenus dans les opérations autour de Sanaa et ils ont causé beaucoup de pertes dans les rangs des royalistes. La Croix-Rouge internationale, sous la direction de M. Rochat, son représentant régional, a envoyé une mission au nord de Sanaa, afin de venir au secours

des nombreux blessés restés sans soins à la suite des récentes ripostes des Républicains, appuyés par les avions soviétiques.

Mais les Russes ne sont pas les seuls auxiliaires du gouvernement du Cadi El Iriani. 200 Chinois sont utilisés par Sanaa comme techniciens, essentiellement pour la construction de routes.

Des spécialistes est-allemands ont construit et entretiennent le réseau téléphonique. Mais les Russes ont fait du port de Hodéida un point d'appui et une base de ravitaillement pour sous-marins soviétiques. Bref, une certaine mainmise étrangère sur le gouvernement de Sanaa semble incontestable.

Mais quelle est l'aide extérieure dans le camp royaliste? Si nous en croyons le prince Mohammed El Hussein, commandant en chef, l'Arabie séoudite a fourni aux royalistes un soutien strictement financier.

Par contre, une cinquantaine de « techniciens » européens sont au service des forces de l'Imam. Ils sont commandés par un Français, le colonel Louis Martin, ancien parachutiste venu d'Algérie. Bel esprit, admiré pour sa vaste culture, il anime une équipe d'instructeurs hautement qualifiés. C'est là le rôle essentiel de ces Européens, Belges ou Français surtout. Dans une sorte d'école militaire creusée dans le roc, ils forment surtout des chefs de commandos bien entraînés et ils enseignent aux guerriers de l'Imam, qui ne connaissaient guère que le fusil et le poignard, le maniement de l'armement moderne, surtout de celui — d'origine soviétique — qui a été enlevé de haute lutte aux forces égyptiennes.

Le prince Mohammed El Hussein a d'ailleurs affirmé à un interlocuteur allemand qu'il ne recevait aucun envoi des Etats-Unis. Son matériel perfectionné, essentiellement fourni par les prises de guerre, est complété par des achats au marché libre, acheminé par le territoire iranais, notamment des lance-grenades américains.

Bien entendu, les « légionnaires » européens sortent parfois de leur rôle d'instructeurs. Quelques-uns ont été tués au combat, notamment des Belges qui, il y a un an, lors des

attaques des Républicains contre les positions royalistes des hauteurs autour de Sanaa, avaient rejeté, avec des pertes sanglantes, les assaillants. Plus récemment encore, la radio de Bagdad a parlé de six « mercenaires » exécutés par les Républicains début décembre : deux Anglais, deux Français, un Italien et un Hollandais, capturés autour de Sanaa.

Par ailleurs, les « techniciens » militaires européens semblent avoir été chargés de raids de reconnaissance dans la région de la frontière de l'Arabie du Sud. Mais en général ils séjournent dans un véritable camp de Légion, avec tout le confort que comportaient ceux de l'Algérie : piscine, terrain de sport, massifs de fleurs devant les baraquements. C'est donc dans un cadre agréable que les hommes du colonel français remplissent leur tâche d'instructeurs et de conseillers des troupes du prince Mohammed El Hussein.

Mais ce dernier veut surtout des guerriers nationaux et il a déclaré à Erich Kieckhöfel, du journal « Die Welt » : « Nous ne voulons pas que des étrangers se battent pour nous. Ici ce n'est pas l'Afrique. Si nous l'avions voulu nous aurions aujourd'hui une importante troupe de mercenaires dans le pays. Même d'Israël nous sont parvenues des offres de lutter contre les Egyptiens. » En attendant, il paie ses « conseillers » environ 4500 francs par mois, avec logement, nourriture et habillement gratuits. Dans des conditions semblables, l'ingénieur radio allemand Stolz a été engagé pour installer et gérer trois stations émettrices. Car l'entourage de l'Imam connaît la valeur de la propagande. Il n'hésite pas à faire répandre par les ondes les déclarations des déserteurs égyptiens, par exemple, qui bénéficient parfois d'emplois intéressants, sans l'obligation d'engagement politique de leur part...

V. CONCLUSION

Telles sont les précisions qu'à travers des informations souvent contradictoires l'on peut supposer caractériser la guerre du Yémen. Qu'en déduire ?

Il semble bien que le temps ait travaillé pour l'Imam. Le 3 janvier, la nouvelle était annoncée à Djeddah que les royalistes yéménites s'étaient emparés de l'aéroport d'Ar Rahiha, utilisé pour l'acheminement du ravitaillement soviétique à destination de Sanaa, entièrement entouré par les forces de l'Imam. De nombreux spécialistes russes auraient quitté le Yémen et, selon une information de l'A.F.P., des médecins chinois auraient remplacés les Soviétiques qui dirigeaient des hôpitaux dans la capitale.

Selon la même source, la radio de La Mecque dénonçait alors « l'intervention flagrante de l'Union soviétique dans le Yémen » et laissait entendre que cette attitude de Moscou pourrait inciter le gouvernement d'Arabie séoudite à « réviser sa neutralité adoptée à la suite des accords de Kartoum. »

Car un « pont aérien » soviétique semblait fonctionner, grâce à sept avions russes, entre Hodéida et Sanaa, pour ravitailler les forces enfermées dans la ville.

De ces faits l'on peut déduire que la situation s'est aggravée pour le gouvernement républicain, présenté comme favorable à une rencontre en vue d'un règlement du conflit. L'Imam Badr n'a pas montré le même empressement en la matière. Peut-être entend-il exploiter son avantage du moment. Il jouit d'ailleurs d'une certaine liberté d'action. Contrairement aux Républicains, il ne semble subir la pression d'aucun gouvernement étranger. S'il a accepté l'aide financière du roi Fayçal, du moins ses « conseillers » ne sont nullement les agents d'un pays extérieur, mais uniquement des techniciens compétents entièrement à son service.

Tous les espoirs sont donc permis au souverain. S'ils se réalisent, quelle mutation dans le secteur... L'on comprend, dans ces conditions, que certains journaux aient considéré comme « bien compromis » le sommet arabe alors prévu pour le 17 janvier...

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER